

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
<b>80</b>	<b>57</b>	<b>23</b>

N° de la séance : 48

Objet de la délibération : Direction des  
Ressources Humaines - Prestations  
d'Actions Sociales à destination des  
agents de la CASA

- Original
  - Expédition certifiée conforme à l'original
- Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2020.279

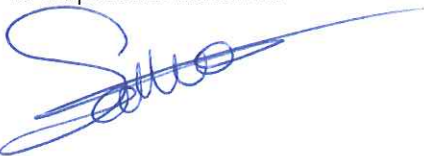
Date de la convocation :  
**Le 15/12/2020**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **22 DEC. 2020**

de la réception s/Préfecture  
en date du **22 DEC. 2020**

Pour le Président,  
La Responsable de Service



Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 21 décembre 2020**

L'an deux mil vingt et le 21 décembre à 16h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au Chapiteau des Espaces du fort carré - avenue du 11 novembre à Antibes en session ordinaire du mois de décembre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Jean-Pierre CAMILLA, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Marguerite BLAZY, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Marie ANASSE, Geneviève PIERRAT, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Martine SAVALLI, Carole BONAUT, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Hassan EL JAZOULI, Isabelle GARCIA, Marion MUSSO, Céline LAMBIN, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

**PROCURATIONS :**

François WYSZKOWSKI à Eric MELE, René TRASTOUR à Alexis ARGENTI, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Bernard GARNIER à Céline LAMBIN, Yves DAHAN à Hassan EL JAZOULI, Audouin RAMBAUD à Eric DUPLAY, Serge AMAR à Jacques GENTE, Nathalie DEPETRIS à Anne-Marie BOUSQUET, Khéra BADAOUI HUGUENIN VUILLEMIN à Alexia MISSANA

**ABSENTS :**

Jean-Bernard MION, Emmanuel DELMOTTE, Monique GAGEAN, François ZEMA, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Laurent CHARTIER, Françoise THOMEL, Olivia LEVINGSTON, Valérie ROLLAND, Marc BORIOSI, Marie OZENDA, Aline ABRAVANEL, Alain BERNARD

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

**Madame Alexia MISSANA**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

**Monsieur POMA,**

Considérant que l'action sociale est une politique à vocation sociale mise en œuvre par l'employeur territorial dans le but d'améliorer les conditions de vie des agents qu'il emploie et de leur famille, et de les aider à faire face à des situations difficiles (loi 83-634 du 13.07.1983 – article 9),

Vu la loi n°2001-2 du 03 janvier 2001 (art. 25) qui précise que les collectivités et établissements publics peuvent confier à titre exclusif la gestion de tout ou partie des prestations dont bénéficient les agents, à des organismes à but non lucratif ou à des associations nationales ou locales régies par la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association.

Vu la loi n°2007-209 du 19 février 2007 (art. 70 et 71) qui rend obligatoire l'action sociale pour les fonctionnaires territoriaux, et en fait un droit identique à celui que détenaient déjà les agents de la fonction publique hospitalière et la fonction publique d'Etat,

Les collectivités restent libres de choisir le type des prestations qu'elles souhaitent développer, les modalités d'attribution ainsi que leur montant.

Ainsi, dans l'objectif d'offrir aux agents de la CASA des prestations adaptées à leurs besoins et afin de répondre aux obligations légales, la collectivité a décidé de mettre en œuvre l'action sociale en la confiant à un prestataire national, type association loi 1901.

Cette démarche étant soumise à l'obligation de procédure des marchés publics et de la commande publique, la Direction des Ressources Humaines a réalisé un avis d'appel public à la concurrence le 06/08/2020.

Dans le cadre de cette procédure, deux prestataires ont adressé une offre dont le Comité National d'Action Sociale (CNAS) qui a répondu de manière très satisfaisante au cahier des charges.

Vu l'avis de la Commission d'Appel d'Offres du 2 novembre 2020,

Vu la délibération n° BC.2020.150 du bureau communautaire du 9 novembre 2020, relative à l'attribution de l'accord cadre pour les prestations d'actions sociales de la CASA au CNAS,

Considérant que ce marché débutera au 1<sup>er</sup> janvier 2021 pour une durée d'un an renouvelable 3 fois par tacite reconduction,

Les prestations proposées par le CNAS s'articuleront autour des axes suivants :

- Famille et quotidien : mariage/PACS, permis de conduire, naissance/adoption, garde jeunes enfants, rentrée scolaire, déménagement, centre de loisir, activités extra-scolaires, etc.
- Reconnaissance professionnelle : médaille du travail, départ à la retraite, etc.
- Solidarité : décès, enfants handicapés, aide exceptionnelle, service d'écoute téléphonique, etc.
- Vacances : séjours enfants, séjours bénéficiaires, séjours linguistiques, chèques vacances, tarifs préférentiels locations, etc.
- Loisirs : billetterie cinéma, spectacles, parcs, chèque culture et lire, coupon sport, avantages auprès de partenaires, etc.
- Prêts : véhicules, accident de la vie, études supérieures, amélioration de l'habitat, aide à l'accession, etc (TAEG fixe bas : 1.01% pour la plupart).

Au cours du marché, le prestataire pourra élargir son offre à d'autres prestations que celles référencées et de nouvelles prestations pourront être proposées par le prestataire dès lors qu'elles rentrent dans le champ de l'action sociale.

A la demande de la collectivité, le prestataire devra engager des démarches visant à faire référencer de nouveaux partenaires, afin de proposer aux bénéficiaires de nouvelles offres en matière de culture, tourisme, loisirs, sport, bien-être.

Les agents bénéficieront également d'une offre complète en matière de solidarité pour répondre aux aléas de la vie (aide sociale logement, précarité énergétique, secours exceptionnel, ...) avec un traitement des demandes réalisé sous 72 heures pour répondre à des situations urgentes ; ce besoin avait été identifié précédemment lors d'une étude menée sur la nécessité de mettre en place un secours exceptionnel à destination des agents en situation de grande précarité.

Les bénéficiaires seront :

- Agents stagiaires ou titulaires de la FPT en activité,
- Agents/salariés en CDI,
- Agents en CDD sur poste permanent (hors contrat art. 3-1 de la loi de 84-53 du 26 janvier 1984 : contractuels remplaçants),
- Agents en CDD ayant une ancienneté acquise supérieure ou égale à un an :
  - . Saisonniers (art. 3 de la loi de 84-53 du 26 janvier 1984),
  - . Renforts (art. 3 de la loi de 84-53 du 26 janvier 1984),
  - . Remplaçants (art. 3-1 de la loi de 84-53 du 26 janvier 1984),
  - . Contrats de projets,
  - . Apprentis,
  - . Emplois aidés,
  - . Services civiques.

Les prestations ne seront pas accordées aux agents en disponibilité, en congé parental, en détachement chez un autre employeur, aux stagiaires école et aux agents retraités.

La cotisation annuelle sera définie selon le mode de calcul suivant :

*(le nombre de bénéficiaires) x (le montant forfaitaire de la cotisation par bénéficiaires)*

Le montant du présent marché s'élève à un montant minimum annuel de 80 000 € HT, et sans montant maximum annuel, et pour un montant DQE non contractuel de 133 560 euros HT pour un effectif projeté au 1<sup>er</sup> janvier 2021 de 630 bénéficiaires.

Afin de finaliser l'adhésion de la CASA, il convient pour la collectivité d'adhérer par voie de convention au CNAS.

En conséquence, il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver la convention d'adhésion au Comité National d'Action Sociale, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention,
- d'approuver le versement de la cotisation annuelle, telle que définie précédemment,
- d'imputer la dépense au Chapitre « 012 » de la Section de Fonctionnement du Budget Principal.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE,  
A L'UNANIMITE, DECIDE :**

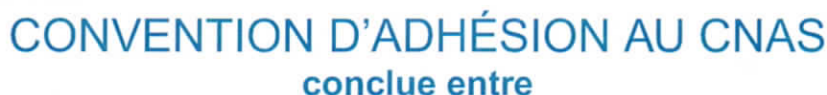
- d'approuver la convention d'adhésion au Comité National d'Action Sociale, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention,
- d'approuver le versement de la cotisation annuelle, telle que définie précédemment,
- d'imputer la dépense au Chapitre « 012 » de la Section de Fonctionnement du Budget Principal.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 21 décembre 2020  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI



Structure juridique :

(préciser la forme juridique: collectivité, mairie, établissement public... et le nom)

Nom de l'adhérent :

SIRET (obligatoire)

[illegible]représenté par ☐ M. / ☐ Mme

agissant en qualité de

(préciser le titre),

en vertu d'une délibération du

en date du  /  /

ci-après appelé « *l'adhérent* »

d'une part,

ET

**Le Comité National d'Action Sociale pour le personnel des collectivités territoriales,**

association loi 1901, créée le 28 juillet 1967, représenté par Monsieur René RÉGNAULT,

Président, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 38 des statuts du CNAS.

ci-après appelé **CNAS**,

d'autre part.

## Préambule

Le CNAS, association loi 1901 à but non lucratif, est un organisme de portée nationale qui a pour objet, au titre de l'action sociale, l'amélioration des conditions de vie des personnels des collectivités territoriales, EPCI et autres structures éligibles, et de leurs familles.

À cet effet, il propose à ses bénéficiaires un très large éventail de prestations (aides, secours, prêts sociaux, vacances, loisirs, culture, chèques réduction...).

Le CNAS développe des valeurs de solidarité, d'équité et d'humanisme.

Son offre mutualisée, solidaire et sociale permet d'inscrire naturellement son action en accord avec le développement durable qui constitue le fil conducteur de son projet associatif.



## Article 1 – Objet de la convention d'adhésion



**En déclarant adhérer au CNAS, l'adhérent lui confie la gestion de l'action sociale dont il souhaite faire bénéficier ses agents.**

Il choisit ainsi de mettre en place une politique d'action sociale pour son personnel conformément aux articles 70 et 71 de la loi N° 2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale, qui confie le soin à chaque assemblée délibérante de déterminer le type des actions et le montant des dépenses qu'elle entend engager pour la réalisation des prestations prévues à l'article 9 de la loi N° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, ainsi que les modalités de leur mise en œuvre.

Au travers de cette démarche, **l'adhérent** contribue activement à la valorisation de ses ressources humaines et du service public local grâce à la reconnaissance et l'implication renforcées de son personnel.

La présente convention a pour objet de déterminer les **engagements réciproques** de **l'adhérent** et du **CNAS** dans le cadre de la délégation au CNAS par **l'adhérent** de la gestion de l'action sociale destinée à son personnel.

## Article 2 – Engagements de l'adhérent



**L'adhérent** déclare adhérer au **CNAS** à compter du :

1<sup>er</sup> janvier 2021 ☐

1<sup>er</sup> septembre 2021 ☐

Pendant toute la durée de l'adhésion, **l'adhérent** s'engage à :

**2-1. Respecter les statuts et le règlement de fonctionnement** dont il a pris connaissance avant d'adhérer au CNAS.

**2-2. Procéder en son sein aux désignations suivantes :**

**2-2-1. Un représentant de l'assemblée des élus appelé « délégué local des élus »** conformément à l'article 24-1-1 du règlement de fonctionnement.

La délibération concernant la désignation du délégué élu peut être adoptée en même temps que celle relative à l'adhésion.

**2-2-2. Un représentant du collège des bénéficiaires appelé « délégué local des agents »** conformément à l'article 24-1-2 du règlement de fonctionnement.

La fonction de délégué (élu et agent) ainsi que les moyens mis à sa disposition pour assurer sa mission sont précisés dans l'annexe intitulée « Fiche de mission du délégué » dont **l'adhérent** déclare avoir pris connaissance et accepter les dispositions.

Le délégué élu et le délégué agent sont les représentants institutionnels de **l'adhérent** au sein du CNAS. Ils participent à la vie des instances du **CNAS** et sont chargés d'informer **l'adhérent** de l'activité du CNAS et de l'action sociale développée dans sa structure.

Pour permettre au personnel de profiter pleinement de l'adhésion au CNAS, ***l'adhérent*** s'engage à faciliter la participation des délégués aux réunions et formations organisées par le CNAS à leur intention.

**2-2-3. Un relais de proximité opérationnel nommé « correspondant du CNAS »**, dont la mission consiste à promouvoir l'offre du CNAS auprès des bénéficiaires et conseiller et accompagner ces derniers. Il peut également être amené à assurer la gestion de l'adhésion.

La fonction de correspondant ainsi que les moyens mis à sa disposition pour assurer sa mission sont précisés dans l'annexe intitulée « Fiche de mission du correspondant » dont ***l'adhérent*** déclare avoir pris connaissance et accepter les dispositions.

***L'adhérent*** peut nommer un ou plusieurs correspondants adjoints susceptibles d'accompagner le correspondant dans ses missions (afin d'assurer une proximité géographique sur des sites éloignés ou services déconcentrés, d'assurer plus spécifiquement la gestion de l'adhésion, etc).

Pour permettre au personnel de profiter pleinement de l'adhésion au CNAS, ***l'adhérent s'engage à ce que le (ou les) correspondant(s) dispose(nt) du temps nécessaire pour accompagner les bénéficiaires, organiser des réunions d'information, et participer aux formations proposées par le CNAS.***

**2-3. Adhérer pour la totalité de son personnel actif** dans le respect des articles 6-1 et 6-2 du Règlement de Fonctionnement du CNAS.

***L'adhérent*** peut également adhérer à titre facultatif pour son personnel retraité :

OUI ☐ NON ☐  
(cocher la case correspondante)

**2-4. Transmettre au CNAS** lors de l'adhésion, au premier jour ouvré du mois d'adhésion, et par la suite chaque début d'année, au premier jour ouvré de janvier, **la liste exhaustive de ses personnels éligibles** en application des articles 6-1 et 6-2 du Règlement de Fonctionnement du CNAS.

En cas d'omission de radiation de personnels par ***l'adhérent***, le CNAS est fondé à demander le remboursement des prestations versées à tort après le 31 décembre aux bénéficiaires.

***L'adhérent*** informe également le CNAS de toute adjonction ou radiation de personnel intervenue en cours d'année selon les modalités définies à l'article 6-3 du règlement de fonctionnement.

**2-5. Acquitter auprès du CNAS sa cotisation annuelle**, dont le montant et la date d'exigibilité sont inscrits sur l'appel de cotisation initial adressé chaque année à l'adhérent après réception des éléments permettant l'actualisation du dossier d'adhésion.

Le montant de cette cotisation est mis à jour en cours d'année par le biais d'appels complémentaires transmis par **le CNAS** en fonction des adjonctions de personnel communiquées par l'adhérent.

La cotisation correspond au mode de calcul suivant :

$$\left( \begin{array}{l} \text{Nombre d'agents bénéficiaires actifs et/ou retraités} \\ \text{indiqués sur les listes au premier jour ouvré de l'année} \end{array} \right) \times \left( \begin{array}{l} \text{Montant forfaitaire par agent bénéficiaire} \\ \text{actif et/ou retraité} \end{array} \right)$$

Le montant de la cotisation par bénéficiaire est validé par le Conseil d'Administration conformément à l'article 27 du règlement de fonctionnement.

2.6. Au sens du **Règlement général sur la protection des données N°2016/679**, *l'adhérent* est seul responsable de ses traitements de gestion des ressources humaines dont il est amené à transmettre au CNAS certaines données personnelles qui en sont issues, en exécution de la présente convention d'adhésion.

*Il est de la responsabilité de l'adhérent d'identifier le CNAS :*

- auprès de ses personnels en tant que destinataire de certaines de leurs données personnelles issues de son traitement de gestion des ressources humaines et strictement nécessaires à l'accès aux prestations proposées par le **CNAS** ;
- ainsi que dans le registre de ses activités de traitement.

**L'adhérent** met en place les mesures adaptées pour que les échanges de données personnelles soient effectués de manière sécurisée.

### Article 3 – Engagements du CNAS



Pendant toute la durée de l'adhésion, **le CNAS** s'engage à :

**3-1. Verser au personnel bénéficiaire de l'adhérent les prestations** auxquelles il peut prétendre, à sa demande, conformément au guide des prestations.

**3-2. Conseiller et accompagner l'adhérent** durant toute sa période d'adhésion, notamment :

- en l'aidant à valoriser sa démarche d'action sociale pour en faire un véritable levier en matière de Ressources Humaines,
- en organisant l'accompagnement du correspondant et des délégués dans leurs missions,
- en s'assurant de la bonne tenue de l'assemblée départementale à laquelle siègent les délégués.

**3-3. Rendre compte de son activité auprès de l'adhérent** en l'informant régulièrement via les délégués locaux et/ou le correspondant :

- d'une part, de la vie de l'association (décisions prises par l'assemblée générale, modifications apportées aux règlements et le cas échéant aux statuts) ;
- d'autre part, des prestations versées à son personnel en lui permettant de consulter un bilan anonymisé de celles-ci sur « votre compte » accessible sur [cnas.fr](https://cnas.fr).

**3-4. Prendre en compte toute adjonction ou radiation de personnel** adressée par *l'adhérent*.

**3-5. Respecter et faire respecter par l'ensemble des destinataires des données personnelles des personnels de l'adhérent la réglementation** afférente à la gestion de ces dernières.

**Le CNAS** est seul responsable des traitements mis en œuvre pour permettre à ses bénéficiaires d'accéder aux prestations d'action sociale qu'il propose.

**Le CNAS** s'engage à respecter strictement le Règlement général sur la protection des données, notamment en ce qui concerne l'exercice des droits de la personne concernée, et les obligations quant à la communication des informations visées aux articles 13 et 14,

spécifiquement lorsque les données à caractère personnel n'ont pas été collectées auprès de la personne concernée.

**Le CNAS** met en place les mesures adaptées pour que les échanges de données personnelles soient effectués de manière sécurisée.

**Le CNAS** met à la disposition de l'adhérent la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations en matière de protection des données personnelles.

#### Article 4 – Durée de l'adhésion



L'adhésion se renouvelle tacitement au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, sauf résiliation ou radiation de **l'adhérent** selon les dispositions de l'article 5 du règlement de fonctionnement.

S'il souhaite résilier son adhésion au **CNAS**, **l'adhérent** doit adresser à celui-ci par lettre recommandée avec accusé de réception la délibération prononçant la résiliation d'adhésion dans le mois suivant son adoption, en tout état de cause avant le 31 décembre de l'année N. Sous réserve du respect de ces dispositions, la résiliation est effective au 1<sup>er</sup> janvier N+1.

À compter de la notification de la résiliation d'adhésion, **le CNAS** est fondé à refuser aux bénéficiaires toute prestation dont les effets ne seraient pas achevés à la date d'effet de la résiliation d'adhésion.

Fait en deux exemplaires originaux,

à ,

le  /  /

René RÉGNAULT  
Président du CNAS  
Sénateur honoraire  
Maire honoraire de Saint-Samson-sur-Rance (22)

Signature du représentant légal  
ou autre personne mandatée  
Nom, prénom, qualité du signataire  
+ cachet de la structure adhérente



N° ADHERENT CNAS :

## DÉSIGNATION DES DÉLÉGUÉS (ÉLUS ET AGENTS) POUR LE MANDAT 2020 - 2026

### COLLÈGE DES ÉLUS

(voir collège des agents au dos)

Civilité

Nom

Prénom

Numéro de délégué élu :

(à compléter uniquement si vous étiez déjà délégué élu au cours de la précédente mandature. Il s'agit du numéro indiqué sur votre carte de délégué).

Fonction élective\* au sein de l'organe délibérant de la structure adhérente :

Date de la délibération nommant le délégué élu\*\* :

Téléphone professionnel

Téléphone portable

#### ADRESSE COURRIEL

**IMPORTANT** : toutes les informations, invitations, convocations à l'assemblée départementale vous seront adressées exclusivement par courriel

1) Complétez **obligatoirement au moins** une adresse courriel.

2) Cochez la case correspondant à l'adresse courriel à laquelle vous souhaitez recevoir nos informations.

Si vous ne possédez pas d'adresse courriel professionnelle nominative, nous vous conseillons de choisir votre adresse personnelle afin d'être assuré(e) de recevoir nos informations.

Veuillez noter que cette adresse apparaîtra sur les annuaires des réseaux internes dans l'espace Instances sur [cnas.fr](http://cnas.fr).

☐ @ professionnelle:

☐ @ personnelle :

#### ADRESSE POSTALE

Adresse professionnelle :

Et/ou adresse personnelle :

\* Fonction à préciser parmi les suivantes :

président, vice-président, conseiller communautaire, conseiller départemental, conseiller régional, maire, adjoint au maire, conseiller municipal, député-maire, sénateur-maire, membre

\*\* Pour les amicales et comités d'œuvres sociales : merci de joindre obligatoirement une délibération indiquant le nom et la qualité du délégué élu et précisant le mandat électif qu'il détient (conseiller municipal, départemental ou régional, etc).

**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 21/12/2020  
Numéro : CC\_2020\_279  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Prestations d'Actions Sociales à destination des agents de la CASA  
Matière : 4.1 - Personnel titulaires et stagiaires de la F.P.T.

**Interlocuteur**  
Nom : LE GRATIET Véronique

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : cuBbnBG

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 22/12/2020  
Identifiant : 006-240600585-20201221-CC\_2020\_279-DE

**Acte reçu**

Date : 21/12/2020  
Numéro interne : CC\_2020\_279  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 4  
Code matière 2 : 1  
Objet : Prestations d'Actions Sociales à destination des agents de la CASA  
Classification utilisée : 29/08/2019  
Document : 99\_DE-006-240600585-20201221-CC\_2020\_279-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 1  
99\_SE-006-240600585-20201221-CC\_2020\_279-DE-1-1\_2.PDF

N